

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 14 juin 2018

Le quatorze juin deux mille dix huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 07 juin 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ – M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - M. M'Hamed BENHARUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Christine DURAND à Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE – Mme Assunta ROSIN BEDIN à M. Amédée MATRAIRE - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - Mme Sylvie GENIN-LOMIER à M. Michel VENDRA - M. Jean-Pierre RAVETTO à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Adrien PSILA à M. Jérôme MERLE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	22
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures et 35 minutes, et constate que le quorum est atteint : 22 élus municipaux sont présents, et 10 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Francette GIERCZAK a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 03 mai 2018 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Suivent des questions **sur des décisions du Maire**, auxquelles Monsieur le Maire répond.

Madame Florence PARVY interroge sur la décision 2018-016 et M. Michel BARRIONUEVO mentionne une erreur de date sur la décision 2018-020.

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Jean Pierre SERRAILLIER adjoint à l'urbanisme pour présenter la délibération n°1, relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUI.

**1 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE - ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE (PLUI)
– DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD) DU PLUI**

Jean-Pierre SERRAILLIER ;

VU la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le Décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes-Métropole » ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.151-5 et L. 153-12 ;

VU la délibération du Conseil métropolitain, en date du 6 novembre 2015, prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grenoble-Alpes Métropole, définissant les objectifs poursuivis, les modalités de concertation préalable et de collaboration avec les communes membres ;

VU les débats sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables qui se sont tenus en communes fin 2016, et notamment au Conseil municipal de Sassenage le 25 octobre 2016, ainsi qu'au Conseil métropolitain en date du 16 décembre 2016 ;

VU les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) annexées à la présente délibération ;

En application de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, un débat doit avoir lieu au sein du conseil métropolitain et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme.

Suite aux premiers débats qui ont eu lieu fin 2016 en communes et à la Métropole, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) a été complété et enrichi suite au travail réglementaire, à la concertation avec le public et au travail collaboratif avec l'ensemble des acteurs intéressés.

Sont donc présentées, afin d'être débattues, les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grenoble-Alpes Métropole.

Les orientations générales du PADD sont déclinées en deux parties :

1^{ère} partie : une métropole montagne forte de ses diversités

2^{ème} partie : la qualité de vie, moteur de l'attractivité de la métropole

- Economie & universités – Pour une métropole qui encourage l'innovation et l'emploi

- Transports et déplacements – Pour une métropole apaisée assurant une mobilité efficace et adaptée aux besoins des territoires
- Habitat, politique de la ville & cohésion sociale – Pour une métropole solidaire
- Environnement & cadre de vie – Pour une métropole durable et agréable à vivre

Mesdames Christine DURAND et Assunta ROSIN-BEDIN entrent en séance à 20 heures.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ – M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - Mme Sylvie GENIN-LOMIER à M. Michel VENDRA - M. Jean-Pierre RAVETTO à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Adrien PSILA à M. Jérôme MERLE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Véronique FERRAZZI à Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	32

Suivent les interventions de M. Michel BARRIONUEVO , M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS , M. Michel VENDRA , M. Yannick BELLE , et M. Christian COIGNÉ.

Après en avoir débattu, le Conseil municipal de Sassenage est invité à PRENDRE ACTE de la présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole (PLUi) et du débat qui s'est tenu le 14 juin 2018.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, PREND ACTE de la présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole (PLUi) et du débat qui s'est tenu le 14 juin 2018.

2 - DGS – ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES - CONVENTION DE GESTION 2018 POUR L'ENTRETIEN DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET INDUSTRIELLES AVEC GRENOBLE ALPES-METROPOLE

Jérôme GIACHINO,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;

VU la loi MAPTAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) du 27 janvier 2014, portant création de la métropole Grenoble Alpes Métropole ;

VU les articles L 5215-27 et 5217-7 du code général des collectivités territoriales, disposant que « la métropole peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou service relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres » ;

VU la délibération n° 11 du 7 avril 2016 du Conseil Municipal de Sassenage autorisant le Maire à signer la convention de gestion de l'entretien des zones d'activités économiques avec Grenoble Alpes-Métropole pour l'année 2016 ;

VU la délibération n° 6 du 27 avril 2017 du Conseil Municipal de Sassenage autorisant le Maire à signer la convention de gestion de l'entretien des zones d'activités économiques avec Grenoble Alpes-Métropole pour 2017 ;

VU la nouvelle convention de gestion pour l'année 2018 approuvée par délibération du Conseil Métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole n° 67 du 09 février 2018 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la continuité et la sécurité des services publics relevant désormais de la Métropole, et qu'il importe donc d'adapter l'organisation de ses services ;

CONSIDERANT que dans l'attente de la stabilisation définitive de l'organisation métropolitaine, la Métropole s'est appuyée durant les années 2016 et 2017 sur l'expérience de gestion de ces services par la commune de Sassenage ;

CONSIDERANT qu'il convient de conclure entre la Métropole et chacune des communes, une nouvelle convention tenant compte de l'évaluation avec les communes au cours de l'année 2018 des conditions de transfert de l'entretien des zones d'activités économique et industrielle (ZAZI) et de la liste des ZAZI concernées à ce jour ;

PRECISE que la commune s'acquitte de la totalité des charges nécessaires au fonctionnement régulier des services (éclairage public, propreté urbaine, espaces verts, viabilité hivernale) et sera remboursée par la Métropole sur la base des titres de recettes qui lui seront transmis deux fois par an, aux mois de juillet et de décembre ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet annexé de nouvelle convention de gestion 2018 entre la Métropole et la Commune de Sassenage portant sur l'entretien de la zone d'activités industrielles de l'Argentières, de la zone d'activités économiques Hyparc, et de la zone d'activités des Moironds à Sassenage ;

D'AUTORISER le Maire à signer cette convention ;

D'AUTORISER le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

3 - DGS - SERVICE FINANCES – BUDGET PRINCIPAL 2018 – CREANCE ETEINTE

Jérôme MERLE,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales;

VU le courrier de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 23 novembre 2017 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement de la créance de Mr CATINELLA Fabrice pour un montant de 581,32 €.

CONSIDERANT que le Tribunal de commerce de Grenoble en date du 29 novembre 2016, a déclaré recevable la clôture pour insuffisance d'actif, pour les dettes dues par Mr CATINELLA Fabrice.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'admission en créance éteinte pour un montant de 581,32 €.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en créance éteinte pour un montant de 581,32 €.

Cette dépense sera réalisée au budget 2018 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

4 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR PORTANT SUR LE COMPTE ÉPARGNE TEMPS
--

Jérôme MERLE,

VU le décret n° 2004-878 du 26 Août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

VU la délibération du 19 décembre 2007 instaurant le compte épargne temps pour le personnel communal,

VU l'avis du Comité Technique du 05 juin 2018,

CONSIDERANT qu'il convient d'apporter une modification au règlement intérieur portant sur le compte épargne temps,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre en considération la situation dans laquelle un agent ayant ouvert un compte épargne temps fait valoir une demande de retraite après un congé maladie, ne pouvant ainsi utiliser les jours acquis,

PROPOSE dans cette situation une contrepartie financière à l'agent pour ses droits ouverts au titre de son compte épargne temps,

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE MODIFIER le règlement intérieur du compte épargne temps en vigueur,

D'APPROUVER le règlement intérieur du compte-épargne temps concerné.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

5 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES – ADHÉSION À LA MISSION EXPÉRIMENTALE DE MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE EN LIEN AVEC LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'ISÈRE

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle et notamment son article 5,

VU la loi du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale et notamment son article 25,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU le code de justice administrative,

VU le décret n°2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique,

VU l'arrêté en date du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale,

VU la délibération DEL02.02.18 en date du 6 février 2018 du Centre de gestion de l'Isère portant mise en œuvre de la médiation préalable obligatoire aux recours contentieux en matière de litiges de la fonction publique territoriale,

VU le projet de convention d'adhésion à la mission expérimentale de médiation préalable obligatoire,

VU l'avis du Comité Technique en date du 05 juin 2018,

CONSIDERANT la volonté de la collectivité de s'engager dans une démarche d'accord amiable avant de recourir au contentieux en cas de litige avec les agents,

CONSIDERANT que le Centre de Gestion peut être désigné comme médiateur dans le cadre d'un recours préalable dont le périmètre est défini dans la convention annexe,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADHERER à la mission expérimentale de médiation préalable obligatoire

D'AUTORISER le Maire pour effectuer toute démarche et signer tout acte nécessaire à cet effet.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

6 - DAE – PÔLE COMMANDE PUBLIQUE – CONVENTION FINANCIÈRE 2017/2018 POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET LA RÉNOVATION DES INSTALLATIONS DE SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLERE DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PARTENARIAT DE LA VILLE DE SASSENAGE
--

Amédée MATRAIRE,

VU la loi n° 2014- 58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU l'article L 5215-27 du code général des collectivités locales ;

VU le décret n° 2014- 1601 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée Grenoble-Alpes Métropole;

VU le transfert de la compétence Voirie ;

VU la décision du conseil métropolitain en date du 25 mai 2018 ;

PROPOSE la mise en place, de manière transitoire pour les années 2017 et 2018, d'une convention financière avec Grenoble Alpes Métropole, permettant le remboursement par cette dernière des charges liées à l'exploitation, la gestion, et la rénovation des installations de signalisation lumineuse tricolore intégrées dans le contrat de partenariat public privé (PPP) signé le 20 décembre 2010 entre la Ville et le groupement des sociétés ALCYON-EEE Alpes Dauphiné-Gaz Electricité de Grenoble ;

INDIQUE que ces dispositions transitoires sont prévues dans l'attente de la signature d'une convention de co-maitrise d'ouvrage entre la Ville et Grenoble Alpes-Métropole et ce, compte tenu du caractère insécable du contrat de partenariat ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet de convention financière transitoire 2017/2018 avec Grenoble Alpes Métropole relative au remboursement des charges liées à l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations de signalisation lumineuse tricolore.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

7 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE - AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS (PDU) À L'HORIZON 2030 DE L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU le code des transports, et notamment ses articles L.1214-15 et R.1214-4 ;

VU la délibération du SMTC en date du 6 octobre 2016 prescrivant l'élaboration du plan de déplacement urbain de l'agglomération grenobloise ;

VU la délibération du SMTC en date du 5 avril 2018 portant arrêt du projet de Plan de Déplacements Urbain de l'agglomération grenobloise ;

VU le projet de Plan Déplacement Urbain et ses annexes ;

VU les courriers adressés à Grenoble Alpes Métropole en date du 26 avril 2018, et du 27 juillet 2017 relatifs à la voie de contournement de Sassenage, annexés à la présente délibération ;

VU le courrier en date du 25 avril 2017 adressé au SMTC et relatif à la demande de mise à l'étude d'une alternative « Branche nord » au projet de transport par câble, annexé à la présente délibération ;

CONSIDERANT qu'en vertu des articles L.1214-15 et R.1214-4 du code des transports, en tant que personne publique associée, l'avis de la commune est sollicité ;

EXPOSE, après la lecture du projet de PDU de l'agglomération grenobloise, que la commune de Sassenage souhaite prononcer **un avis favorable assorti des réserves suivantes sur les thématiques suivantes :**

1°) Sur la réalisation d'une voie de contournement à Sassenage :

Le programme d'actions du PDU mentionne l'étude de l'opportunité et la faisabilité du projet de « voie urbaine des îles de Sassenage » comme une alternative à l'ex RD 1532 qui pourrait être apaisée tout en améliorant la desserte des zones d'activités (Argentière, Hyparc), et **avec un objectif de réalisation d'ici 2030.**

Ce projet d'intérêt majeur pour la Ville de Sassenage a été reconduit depuis 2015 sans jamais aboutir alors même que les études de déplacement sur la commune (notamment celle de Transitec) démontrent que la réalisation de cette voie **est la clé de voûte du recalibrage de tout le réseau de voirie et de sa hiérarchisation fonctionnelle ainsi que de l'apaisement de l'axe Avenue de Romans et de Valence (RD 1532) aujourd'hui totalement saturé.**

Cette position a été affirmée de nombreuses fois, notamment par courriers adressés à Grenoble Alpes Métropole en date du 26 avril 2017 et du 27 juillet 2017 joints en annexe de la présente délibération.

A ce titre, la Ville de Sassenage a alerté sur la priorité de l'engagement d'une étude sur la voie de contournement urbaine, et notamment pour la définition de l'emprise de la voie nouvelle se traduisant par un emplacement réservé au futur PLUi incluant une liaison piétonne et cycles, le tracé du PLU de 2005 étant désuet à présent, notamment pour des raisons environnementales.

Dans ce contexte, la Ville de Sassenage réitère donc sa demande de programmation d'une étude dans les meilleurs délais, ainsi que la définition d'un planning précis pour la réalisation de ladite voie.

2°) Sur les enjeux du projet de la ZAC « Portes du Vercors » :

Le plan d'actions évoque la réalisation d'une allée métropolitaine en tant qu'axe structurant du projet urbain et d'un transport par câble.

A travers le plan d'actions du PDU, le projet de transport Métro câble en milieu urbain reliant sassenage, Fontaine et Saint Martin le Vinoux est sanctuarisé. Cette liaison permet la liaison des lignes A, B et E par la création de pôles d'échange multimodaux à Fontaine (La Poya) et à Saint Martin le Vinoux.

Sur ces points, il convient de rappeler que l'organisation de la circulation à l'échelle de l'opération des Portes du Vercors a été définie au regard des besoins à moyen terme, mais également des évolutions à plus long terme en lien avec les projets de développement des transports en commun et notamment : le projet de liaison par câble ou encore la mise en place provisoire d'un transport en commun en site propre (prolongement de la ligne Chrono n°6) qui permettrait de desservir l'ensemble du secteur dans l'attente de la réalisation du projet Métro câble.

Cette question sur les déplacements est centrale. En effet la Ville de Sassenage réitère, sur la question des déplacements internes ou périphériques à la ZAC, les réserves qu'elle a émises dans les courriers adressés respectivement aux Présidents du SMTIC le 25 avril 2017 et de la Métropole le 26 avril 2017 (joints en annexe de la présente délibération), à savoir la nécessité d'une réflexion et d'un engagement en matière de déplacements dépassant le périmètre de Portes du Vercors, sur une offre structurée de transport en commun (Tramways / câble / BHNS) qui intégrerait un parking-relais de capacité suffisante au Nord de Sassenage (les Engenières), et la prise en compte de l'absolue nécessité de la création de la voie de contournement urbaine. Telles seraient, les conditions d'atteinte des objectifs de rééquilibrage des différents modes de déplacement et de la préservation de la qualité de vie au sein des espaces urbanisés existants ou futurs.

Concernant plus précisément le Métro câble, la Ville de Sassenage émet une réserve en termes d'insertion urbaine sur l'allée métropolitaine (effet d'aspiration des véhicules, insertion paysagère et attractivité commerciale sur le secteur), et surtout sur sa capacité à régler les problèmes de circulation à l'échelle du secteur, et du territoire plus globalement comme évoqué ci-dessus.

Comme soutenu lors des différentes instances Portes du Vercors, la Ville de Sassenage doit pouvoir disposer d'une station dédiée à la Saulée pour les besoins des futurs habitants, et ainsi permettre de mieux desservir le secteur.

Dans cette même lignée, la Ville de Sassenage a sollicité, dans son courrier au SMTC du 25 avril 2017, le lancement d'une étude d'un tracé complémentaire au Nord du projet de transport par câble « Métro câble » destiné à relier Saint-Martin Le Vinoux à la plaine de Sassenage-Fontaine, via la presqu'île de Grenoble. Cette demande a été formulée par la Commune, sans toutefois être prise en compte, dans le cadre des débats du PADD du PLUi, du projet de polarité Nord-Ouest, et du nécessaire désenclavement de la zone Hyparc rue de Clémencières. Force est de constater que cette demande n'a pas été traitée, ni même examinée dans le cadre du plan d'actions du PDU. La Ville de Sassenage sollicite la prise en compte et l'étude de cette demande dans les orientations du PDU.

3°) Sur la réalisation d'un parking relais au lieu-dit « Les Engenières » :

Le plan d'action intègre un parc relais à l'entrée Nord de Sassenage, en lien avec l'amélioration de la desserte de bus sur l'ex RD 1532.

En effet, la Ville de Sassenage soutient la réalisation de ce parking relais contribuant à répondre en partie aux exigences de désenclavement et de report modal sur l'entrée d'agglomération de la rive gauche du Drac.

Toutefois, la gestation de ce projet connaît actuellement des difficultés liées à l'élaboration du PPRI Drac en cours, et aux aléas identifiés sur le site retenu. Ainsi, au vu de l'intérêt stratégique d'une telle réalisation, une solution alternative résiliente, et coconstruite avec les différents acteurs doit être trouvée pour l'aboutissement de ce projet. Sinon quelles sont les autres alternatives proposées à la Ville de Sassenage. Ce point doit être évalué et anticipé afin d'être inscrit dans le futur PDU

4°) Sur le prolongement de la ligne du tramway A et le réseau de transports en commun:

Le programme d'actions du PDU prévoit de préserver la possibilité d'un prolongement au Nord de la voie de tramways actuellement emprunté par la ligne A vers Sassenage (Les Engenières), **mais au-delà de 2030**, car jugé moins prioritaire, et avec une faisabilité du projet notée comme incertaine à ce jour.

La Ville de Sassenage rappelle que ce projet est inscrit de longue date aux PDU successifs et au PLU de Sassenage, en lien avec la création d'un parking relais aux Engenières. Mais force est de constater que ce projet est aujourd'hui reporté après 2030, et notamment du fait de l'aménagement d'un site propre Bus sur l'ex RD 1532 **à court terme**, reposant sur un principe d'aménagement partiel d'une voie spécialisée sur le tronçon de voirie parking relais Jean Prévost/terminus de la ligne A, et **à plus long terme** (d'ici 2030) par l'étude de la desserte de Sassenage par une ligne Chrono permettant de relier les Engenières au futurs pôle d'échanges de la Poya.

La Ville de Sassenage demande à ce que le prolongement de la ligne A soit inscrit dans le PDU avec un objectif de réalisation d'ici 2030.

5°) Sur le volet dédié aux stationnements :

Dans son volet stationnement, le plan d'actions précise les modalités en matière de stationnements pour les constructions neuves, et ce en fonction des usages constatés et

des ambitions de report modal. A ce titre, pour définir les obligations en matière de stationnement au PLUi, la modulation s'effectuera en fonction :

Du niveau actuel ou futur des transports en commun, du réseau cycle structurant ambitionné par la Métropole, du niveau d'équipement automobiles des ménages et des obligations du code de l'urbanisme et du SCOT.

Sur ce point, si le dimensionnement du stationnement constitue un levier limitant la part modal, la commune de Sassenage émet des réserves sur une capacité insuffisante des stationnements, et notamment dans le cadre de l'opération des Portes du Vercors sans que le niveau de desserte par les transports en commun développé plus haut ne soit garanti.

A noter que le PLUi sera approuvé en 2020, alors que les projets pour Sassenage sont proposés à l'horizon 2030, voir au-delà. Ainsi, il convient de rester prudent et de prendre en compte le dimensionnement du stationnement en adéquation avec les différentes échéances pour pouvoir répondre aux besoins effectifs.

6°) Sur le dispositif « cœur de Ville et cœur de Métropole »:

Ce projet repose sur le fondement d'une coconstruction des opérations de réaménagement des centralités porteuses d'une approche d'ensemble en matière de mobilité, de qualité des espaces publics, soutien aux commerces... A ce titre, la Ville de Sassenage, à l'instar d'autres communes, souhaite pouvoir s'inscrire dans ce dispositif en lien avec Grenoble-Alpes Métropole, et ce dans le cadre de son projet de redynamisation du centre bourg à partir des actions menées sur les commerces et le tourisme (étude AURG 2016-2017).

A cet effet, une mission d'étude de programmation, préalable à l'aménagement et à la redynamisation du centre bourg (requalification des espaces publics, cheminement piétons, et signalétiques touristiques...) en lien avec la Ville sera lancée prochainement par Grenoble-Alpes Métropole. Cette démarche s'inscrit dans la politique générale de la Métropole, et notamment suivant la délibération cadre relative aux espaces publics et à la voirie en date du 3 février 2017, et par le guide métropolitain des espaces publics et de la voirie.

La Ville de Sassenage souhaite bénéficier de ce dispositif à l'horizon 2023, et à ce titre, sollicite Grenoble Alpes Métropole pour une délibération de lancement.

A la lumière de l'exposé préalable, **PROPOSE au Conseil Municipal :**

D'EMETTRE un avis favorable, assorti des réserves susvisées, sur le projet du Plan de Déplacement Urbain de l'agglomération grenobloise ;

DE DEMANDER la prise en compte des réserves formulées par la commune de Sassenage.

Suivent, les interventions de Mme Florence PARVY, M. M'Hamed BENHAROUA, , M. Jean-Pierre SERRAILLIER, M. Yannick BELLE, M. Séverin BATFROI, et M. Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUA - Mme Marie-**

Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'EMETTRE un avis favorable, assorti des réserves susvisées, sur le projet du Plan de Déplacement Urbain de l'agglomération grenobloise ;

DE DEMANDER la prise en compte des réserves formulées par la commune de Sassenage.

8 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – RENONCIATION À L'EMPLACEMENT RÉSERVÉ OP6, PARCELLES CADASTRÉES SECTION BD 364 À 370 P INSCRIT AU PLAN LOCAL D'URBANISME

Jean-Pierre SERRAILLIER ;

VU l'article L 2121-29 du Code Général des collectivités territoriales,

VU le code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 151-41, L.152-2, L.230-1 et suivants

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sassenage ;

VU le courrier en date du 23 mai 2018 de l'Etablissement Public Foncier local du Dauphiné, propriétaire des parcelles cadastrées section BD n°364 à BD n°370, et relative à l'usage de son droit de délaissement concernant l'emplacement réservé dénommé OP 6 grevant sa propriété ;

EXPOSE que l'article L.151-41 1° du code de l'urbanisme stipule que « le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques, aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier, aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques, et en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements ». Toutefois, l'article L152-2 du code de l'urbanisme prévoit la possibilité pour le propriétaire dont le terrain est grevé par l'emplacement réservé de faire usage de son droit de délaissement conformément à l'article L230-1 du code de l'urbanisme et de mettre en demeure le propriétaire de cet emplacement réservé d'acquiescer le bien. Cette démarche ne règle pas le sort de l'emplacement réservé, mais le rend inopposable au propriétaire du bien concerné.

INFORME que ces emplacements réservés n'ont pas de durée limitativement fixée, et qu'en conséquence la faculté de supprimer un emplacement réservé, dont est bénéficiaire la collectivité, reste discrétionnaire et appartient au Conseil municipal. Cependant cette suppression ne peut intervenir qu'à l'occasion d'une évolution du PLU (modification, révision).

RAPPELLE à ce titre, que Grenoble Alpes Métropole est devenue seule compétente en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu à compter du 1^{er} janvier 2015.

A cet égard, la prochaine évolution du document d'urbanisme (PLUi en cours d'élaboration) devra intégrer cette renonciation, et procéder à la suppression de l'emplacement réservé OP 6 du futur document d'urbanisme ;

INDIQUE que par courrier en date du 23 mai 2018, l'EPFLD, propriétaire des parcelles cadastrées section BD n°364 à n°370, sises rue de la République a sollicité la commune au sujet de l'emplacement réservé OP n°6 dénommé « extension du parc Sasso Marconi » grevant pour partie sa propriété ;

RAPPELLE que cet emplacement réservé pour ouvrage public a été intégré au PLU en vue de l'extension du Parc Sasso Marconi ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage est placée sous constat de carence au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux ;

CONSIDERANT que l'EPFLD a acquis ce tènement (terrains nus à bâtir), par délégation de l'État, constitués des parcelles BD n°364 à n°370 pour une superficie d'environ 3512 m², et au prix de 100 000 € chacune, en vue de la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat, et en cohérence avec les objectifs déterminés en application de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT qu'à l'issue d'une consultation lancée par l'EPFLD en lien avec la commune, la société Bouygues Immobilier a été retenue pour un projet comprenant environ 31 logements dont 45 % de logements locatifs sociaux ;

CONSIDERANT l'intérêt que représente ce projet pour la commune de Sassenage en vertu de ce qui précède,

CONSIDERANT que l'emplacement réservé OP6 doit être abandonné au bénéfice de la réalisation d'un programme compatible avec les objectifs assignés à la commune de Sassenage en matière de production de logements locatifs sociaux ;

Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal de renoncer à l'emplacement réservé OP6 pour le tènement considéré et de prendre acte que le droit d'acquisition est purgé par cette renonciation, en qualité de bénéficiaire de l'emplacement réservé ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DECIDER de renoncer à l'emplacement réservé OP6 inscrit au Plan Local d'urbanisme ;

DE PRENDRE acte de ce que ce droit d'acquisition est purgé par cette renonciation, et le refus d'acquérir l'emprise des parcelles cadastrées section BD n°364 à BD n°370 concernées par l'emplacement réservé ;

D'INDIQUER que la présente délibération sera notifiée au propriétaire du tènement concerné par l'emplacement réservé OP 6;

DE DIRE que la prochaine évolution du document d'urbanisme devra intégrer cette renonciation et procéder à la suppression de l'emplacement réservé OP 6 du document graphique ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à entreprendre toute démarches nécessaires à cet effet

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

9 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - AVIS SUR LANCEMENT D'UNE DÉMARCHE « CŒUR DE VILLE, CŒUR DE MÉTROPOLE », CENTRE BOURG ÉLARGI DE SASSENAGE
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

RAPPELLE que la commune de Sassenage s'est engagée dans un projet d'ensemble de redynamisation et de revitalisation du centre bourg aujourd'hui peu attractif.

Ce projet d'ensemble vise à affirmer son image et son rayonnement, notamment à travers les axes suivants :

- Conforter l'attrait touristique, et de loisirs du centre-bourg,
- Animer le centre bourg en le rendant plus attractif,
- Installer un marché local le dimanche matin, rue François Gérin,
- Requalifier l'espace public et le bâti.
- Sauvegarder le commerce de proximité et maintenir une offre commerciale diversifiée permettant de répondre aux besoins.

Ainsi, pour favoriser et soutenir le dynamisme du commerce de proximité, une étude sur le positionnement des commerces a été diligentée, en lien avec Grenoble Alpes Métropole, auprès de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise (AURG 2016) ;

A ce titre, l'étude fait état d'une offre limitée en commerces traditionnels couplés d'un environnement concurrentiel marqué par la proximité de différents pôles commerciaux dont ceux métropolitains (Cap 38, secteur Vivier Poya...).

Le centre bourg bénéficie de nombreux atouts environnementaux, porteurs d'une dynamique « touristique et de loisirs ». Il se situe en interface entre les quartiers denses de la commune de Sassenage, appartenant au « cœur métropolitain », et des espaces plus « périurbains » (les quartiers localisés au nord du Furon) et ruraux voire montagnards (les côtes de Sassenage). Il bénéficie d'une localisation stratégique assurant la connexion résidentielle et touristique du Nord ouest de l'agglomération avec le Vercors et le cœur dense de la Métropole.

Toutefois, il est à l'écart des équipements et services publics, et reste déconnecté de l'ex RD 1532, axe majeur de la circulation (coupure urbaine limitant les échanges entre les quartiers). L'accessibilité routière au centre Bourg depuis l'extérieur reste complexe et peu lisible avec notamment la présence de voies en sens unique. D'autre part, les transports en commun desservent, le secteur de l'hôtel de ville mais pas le centre bourg.

On constate un manque de liaisons piétons-cycles dédiées assurant le maillage entre les différents lieux d'intensité urbaine (pôles équipements et services). Ainsi, il n'existe aucun mode de liaison active pour connecter le secteur à l'hôtel de ville.

La signalétique piétonne dédiée est peu marquée (équipements, patrimoine, circuits...). Il n'existe pas aujourd'hui de véritable circuit touristique.

Les espaces publics sont vieillissants, et ne contribuent pas à l'attractivité, et à valoriser le commerce et le patrimoine du bourg.

Les aménagements urbains, et notamment les trottoirs, sont parfois peu propices à la circulation des piétons, notamment au cœur même du centre bourg (rues François Gérin et République, Place Louis Reverdy, Chemin des Cuves...).

CONSIDERANT que la commune de Sassenage doit donc faire face à différents enjeux :

- Interroger l'évolution souhaitée de l'armature commerciale communale pour mieux asseoir la fonction de centralité du centre bourg,
- Renforcer la polarité du centre bourg pour lui offrir un rayonnement plus large à l'échelle du territoire, mais aussi au delà de ces frontières. Il s'agit de viser un développement marchand progressif et vecteur de différenciation (commerce traditionnel, marché non sédentaire, artisanat et produits locaux, service client...), en privilégiant à court terme la reconquête de la clientèle locale et métropolitaine,
- Mettre en synergie et révéler le potentiel de l'offre touristique de Sassenage,
- Améliorer les conditions d'accessibilité et de stationnement, en redonnant une place aux piétons, en adaptant la qualité urbaine du centre bourg, en questionnant le schéma de circulation et, enfin en retravaillant la signalétique pour optimiser les usages.

CONSIDERANT, ainsi, à la lumière de tous ces éléments, que la requalification des espaces publics, la définition de nouveaux cheminements, et une signalétique touristique sont des préalables nécessaires à la revitalisation du centre bourg,

INFORME qu'en date du 29 janvier 2016, Grenoble Alpes Métropole a engagé la démarche « cœur de Ville, cœur de Métropole » portant sur une approche globale en matière de qualité des espaces publics, de développement économique, de mobilités, de soutien au commerce. Ce projet repose sur le fondement d'une coconstruction des opérations de réaménagement des centralités porteuses d'une approche d'ensemble en matière de mobilité, de qualité des espaces publics, soutien aux commerces...,

CONSIDERANT qu'à ce titre, la Ville de Sassenage, à l'instar d'autres communes, souhaite pouvoir s'inscrire dans ce dispositif en lien avec Grenoble-Alpes Métropole, et ce dans le cadre de son projet de redynamisation du centre bourg à partir des actions menées sur les commerces et le tourisme (étude AURG 2016) ;

PRECISE qu'une mission d'étude de programmation, préalable à l'aménagement et à la redynamisation du centre bourg (requalification des espaces publics, cheminement piétons, et signalétiques touristiques...) en lien avec la Ville sera lancée prochainement par Grenoble-Alpes Métropole ;

PROPOSE au Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

DE DONNER un avis favorable pour poursuivre le projet de redynamisation du centre bourg élargi en demandant son inscription au dispositif « cœur de Ville, cœur de Métropole » porté par Grenoble-Alpes Métropole ;

DE SOLLICITER Grenoble-Alpes Métropole pour le lancement de la démarche ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à engager toutes les démarches nécessaires à cet effet, et signer tous documents relatifs.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

10 - DIRECTION DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES SOCIALES - PETITE ENFANCE - RELAIS ASSISTANTS MATERNELS - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2018-2021

Brigitte GALLO,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales;

CONSIDERANT la nécessité du renouvellement, pour la période 2018 - 2021, de la Convention d'objectifs et de financement du Relais assistants maternels (RAM) entre la commune représentée par Monsieur le Maire et la Caisse d'allocations familiales de l'Isère (Caf),

PRECISE que cette convention définit les conditions de versement par la Caf de la subvention annuelle dite « prestation de service RAM »,

MENTIONNE que la Caf définit les 3 missions principales du RAM, à savoir :

- Informer les parents et professionnels (assistants maternels et garde d'enfants à domicile),
- Participer à l'observation des conditions locales d'accueil du jeune enfant, et
- Offrir un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles,

INDIQUE que cette convention mentionne les conditions d'octroi d'un financement supplémentaire si le RAM s'engage avec un objectif complémentaire dans une des trois nouvelles missions proposées par la Caf de l'Isère, à savoir :

- Le traitement des demandes d'accueil formulées par les familles sur le site mon-enfant.fr,
- La promotion de l'activité des assistants maternels,
- L'aide au départ en formation continue des assistants maternels,

PRECISE que le versement du financement complémentaire forfaitaire est conditionné à l'atteinte d'objectifs très précis, mesurés par des indicateurs de suivi, contrôlés par la Caf, ceci dans la limite des fonds disponibles de la Caf,

SOULIGNE que la convention définit les engagements du gestionnaire au regard de : l'activité du service, du public, du site internet « mon-enfant.fr » et de l'application mobile « caf-mon-enfant », de la communication, des obligations légales et réglementaires, de la fourniture des pièces justificatives et enfin au regard de la tenue de la comptabilité,

PRECISE que tous ces engagements peuvent faire l'objet d'un contrôle de la Caf,

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la Convention d'objectifs et de financement, sans s'engager dans une mission complémentaire qui ne rentrerait pas dans le champ de compétence actuel de la responsable du RAM

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Questions diverses :

Le groupe « Agir pour Sassenage » pose onze questions au Maire, qui y répond.

La séance est close à 21 heures et 50 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 20 juin 2018



Le Maire

Christian COIGNÉ

Affichage le : 22 JUIN 2018

n° 45

